

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 33 (1996)
Heft: 1259

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domainaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

6 juin 1996 - n° 1259
Hebdomadaire romand
Trente-troisième année

A global, global et demi

Globalisation. C'est le mot-clé qui tout à la fois explique et justifie l'évolution actuelle de l'économie. Une fatalité à laquelle tôt ou tard chacun, patrons et salariés, doit bien se soumettre. Quand la planète devient un village, l'implantation des entreprises, le capital et les échanges ne connaissent plus de frontières. Sur le champ de bataille de la concurrence internationale, les acteurs économiques se livrent un combat sans merci pour la conquête des marchés.

Cette version épique de la vie économique contraint les entreprises à réduire leurs coûts, à déplacer leur production là où les conditions sont favorables, à obtenir une rentabilité qui satisfasse des actionnaires toujours plus gourmands.

La Suisse, bien sûr, n'échappe pas à cette tendance. Depuis le début de la décennie, des centaines de milliers d'emplois, restructuration oblige, ont été transférés sous des cieux plus propices ou tout simplement supprimés. Ici et là on observe des baisses de salaire qui, conjuguées au chômage et à la réduction des postes de travail, influencent défavorablement les rentrées fiscales. Et ce au moment où les collectivités publiques doivent simultanément prendre en charge les victimes de la globalisation et faciliter les adaptations qu'impose cette globalisation, en soutenant notamment la formation et la recherche.

Les milieux économiques ne se contentent pas d'appliquer sans états d'âme la logique de la globalisation. Ils cherchent aussi à l'imposer à l'Etat. Dans leur perspective, la faiblesse des pouvoirs publics devient gage de succès pour l'économie privée. Témoin, l'opposition des organisations patronales à la réforme du gouvernement et de l'administration, soumise au peuple cette fin de semaine. Témoin encore, leurs exigences de réduction de la fiscalité. Témoin toujours, leur volonté de minimiser le rôle régulateur de l'Etat dans le domaine social et sur le marché du travail: rejet de la Charte sociale européenne, opposi-

tion à l'inscription des droits sociaux dans le projet de nouvelle Constitution, déréglementation de la protection des travailleurs.

Cette stratégie révèle une conception tragiquement réductrice de la globalisation. Que les entrepreneurs ne puissent ignorer les défis d'une concurrence aujourd'hui mondiale, personne ne le conteste. Encore ne faut-il pas exagérer la portée d'un phénomène qui ne touche de loin pas tous les secteurs de l'économie. Qu'ils cherchent à se libérer de contraintes administratives et réglementaires pesantes et souvent contre-productives, rien que de très normal. Mais à vouloir reléguer l'Etat au magasin des accessoires et imposer à la société tout entière une rationalité économique, ils commettent une erreur suicidaire.

Trop de managers et d'économistes, les yeux rivés sur les courbes de productivité, les classements de compétitivité et les parts de marché, croient que la nécessaire modernisation de l'économie n'est qu'une affaire technique. Or les restructurations en cours bouleversent les structures de la société. L'exclusion d'une partie de la population du monde du travail, l'inégale répartition de la richesse et du savoir, l'absence de perspective pour la jeunesse mettent en cause le fonctionnement efficace de la société. A terme cette fracture, cette dilution du lien social ne peuvent que fragiliser la vie économique elle-même.

Le processus de modernisation guidé par les seules lois du marché conduit au désordre et à l'injustice. Il ne fait pas sens pour la majorité des gens. C'est donc d'une approche globale que nous avons besoin, d'une conduite politique de la modernisation qui accommode les intérêts et affirme les valeurs prioritaires, bref qui impose aux acteurs économiques les conditions sociales du changement, et par là-même rend acceptable ce changement.

JD